

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 020203 – AMR 23/032/02

Action complémentaires sur l'AU 62/02 (AMR 23/082/02 du 27 février 2002) et sa mise à jour (AC/AU 62/02, AMR 23/092/02 du 6 mars 2002)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / « DISPARITION » PRÉSUMÉE

COLOMBIE **Gilberto Torres Martínez (h), responsable syndical
les autres membres du syndicat des travailleurs de l'industrie pétrolière, l'Unión Sindical Obrera (USO, Union syndicale ouvrière), et les personnes qui travaillent pour la compagnie pétrolière nationale Ecopetrol dans le département du Casanare**

Nouveaux noms :

José Antonio Pérez et Hernando Silva Cely, deux employés d'Ecopetrol

Personne tuée :

Rafael Jaimes Torra, responsable de l'USO

Londres, le 27 mars 2002

José Antonio Pérez et Hernando Silva Cely, deux travailleurs de l'industrie pétrolière, ont été enlevés par des inconnus armés le 25 mars, et on ignore où ils se trouvent actuellement.

Ces deux hommes travaillent pour Ecopetrol, la compagnie pétrolière nationale. Ils se rendaient en voiture au site industriel d'Araguaney, dans le département du Casanare, lorsqu'ils auraient été contraints de descendre du véhicule à bord duquel ils se trouvaient, à 7 heures du matin.

Ces deux enlèvements portent à trois le nombre d'employés d'Ecopetrol kidnappés depuis le début de l'année dans le département du Casanare. Gilberto Torres Martínez, un responsable de l'Unión Sindical Obrera (USO, Union syndicale ouvrière), syndicat des travailleurs de l'industrie pétrolière, a été enlevé le 25 février par des membres des *Autodefensas Campesinas del Casanare* (ACC, Milices paysannes d'autodéfense du Casanare), groupe paramilitaire dépendant des *Autodefensas Unidas de Colombia* (AUC, Milices d'autodéfense unies de Colombie). Les ACC ont déclaré le 3 mars qu'elles allaient « juger » cet homme et annoncer sous peu l'issue de ce « procès ». Toutefois, depuis lors, Amnesty International n'a reçu aucune autre information sur le sort qui lui avait été réservé.

Un autre responsable de l'USO, Rafael Jaimes Torra, qui travaillait également pour Ecopetrol, a été tué par balle le 20 mars alors qu'il quittait son domicile, à Barrancabermeja, dans le département de Santander. Il bénéficiait pourtant du programme de protection des syndicalistes menacés mis en œuvre par le Ministère de l'Intérieur. L'USO a réagi à cet assassinat en déclenchant une grève illimitée. José Antonio Pérez et Hernando Silva Cely avaient été embauchés dans le cadre d'un plan d'urgence mis en place après le lancement de la grève.

Des groupes paramilitaires et des groupes armés d'opposition tels que les *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC, Forces armées révolutionnaires de Colombie) et l'*Ejército de Liberación Nacional* (ELN, Armée de libération nationale) opèrent dans le département du Casanare.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol, en anglais ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités à ordonner l'ouverture d'une enquête indépendante, impartiale et efficace sur l'enlèvement de José Antonio Perez et de Hernando Silva Cely, et à déférer à la justice les responsables présumés ;
- priez instamment les autorités de prendre immédiatement des mesures afin que ces deux hommes et Gilberto Torres Martínez soient libérés sains et saufs ;
- exhortez les autorités à mener une enquête indépendante, impartiale et efficace sur l'homicide de Rafael Jaimes Torra, et à traduire en justice les responsables présumés ;
- dites-vous préoccupé par la sécurité des membres du syndicat des travailleurs de l'industrie pétrolière, l'*Unión Sindical Obrera* (USO, Union syndicale ouvrière), ainsi que des personnes qui travaillent pour la compagnie pétrolière nationale Ecopetrol dans le département du Casanare, et demandez aux autorités de vous informer des mesures qu'elles ont l'intention de prendre pour garantir leur protection.

APPELS À :

Président de la République :

Señor Presidente Andrés Pastrana Arango
Presidente de la República
Palacio de Nariño
Carrera 8 No. 7-26
Santafé de Bogotá, Colombie

Télégrammes : Presidente de la República, Bogota, Colombie

Fax : + 57 1 566 2071

Formule d'appel : *Excelentísimo Sr. Presidente Pastrana Arango, / Monsieur le Président de la République,*

Ministre de l'Intérieur :

Sr. Armando Estrada Villa
Ministro del Interior
Ministerio del Interior
Palacio Echeverry
Carrera 8a, No. 8-09, Piso 2o.
Santafé de Bogotá, Colombie

Télégrammes : Ministro Interior, Bogotá, Colombie

Fax : + 57 1 562 5298 (Si quelqu'un décroche, demandez la ligne de fax : « *Me da el tono de fax, por favor.* »)

Formule d'appel : *Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Gouverneur du département du Casanare :

Sr. William Hernín Pérez Espinel
Gobernador del Departamento de Casanare
Gobernación de Casanare
Yopal, Casanare
Colombie

Télégrammes : Gobernador del Departamento de Casanare, Casanare, Colombie

Fax : + 57 8 755 8662

Formule d'appel : *Estimado Sr. Gobernador Pérez Espinel, / Monsieur le Gouverneur,*

Defensor del Pueblo (médiateur) :

Sr. Eduardo Cifuentes Muñoz
Defensor del Pueblo
Defensoría del Pueblo, Calle 55
No. 10-32/46 office 301
Santafé de Bogotá, Colombie

Télégrammes : Defensor del Pueblo, Bogotá, Colombie

Fax : + 57 1 640 0491 (Si quelqu'un décroche, demandez la ligne de fax : « *Me da el tono de fax, por favor.* »)

Formule d'appel : *Estimado Sr. Cifuentes Muñoz, / Monsieur,*

COPIES À :

Centrale unitaire des travailleurs :

Central Unitaria de Trabajadores de Colombia
Calle 35 N° 7-25, Piso 9
Santafé de Bogotá, Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 7 MAI 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*